

CABINET DU PREMIER MINISTRE

1an D'ACTIONS

POUR LE BIEN-ETRE DES POPULATIONS



ACTION GOUVERNEMENTALE
PERSPECTIVES 2018-2020

En 2018, l'action gouvernementale visera à relever les défis majeurs afin de maintenir la Côte d'Ivoire sur le chemin d'une croissance soutenue et conforter sa marche vers l'émergence.

Ainsi, les perspectives du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2018 s'inscrivent dans la droite ligne du relèvement des principaux défis suivants auxquels le Gouvernement doit faire face:

- la transformation locale des matières premières, à travers notamment la mise en œuvre du projet d'Appui à la Compétitive de la filière Anacarde ;
- la maîtrise de la gestion des Finances Publiques et l'amélioration de la mobilisation des ressources internes ;
- le développement des infrastructures socio-économiques de base, notamment dans les secteurs de la santé, de l'assainissement et de l'eau potable ;
- l'accélération du Dividende Démographique et l'autonomisation de la femme ;
- l'école obligatoire pour tous les enfants de 06 à 16 ans, particulièrement la scolarisation de la jeune fille.
- l'accélération de la mise en œuvre des réformes sectorielles et structurelles, notamment dans les secteurs de la Justice, de l'armée, de l'administration et des transports ;
- le renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine et le phénomène des enfants en rupture sociale ;
- la réforme du Système d'état civil et la mise en œuvre du Registre National des Personnes Physiques (RNPP) ;
- la préservation des forêts classées, parcs et réserves ;
- l'accélération de la réalisation des grands projets structurants, notamment, le train urbain, le quatrième pont, les complexes sportifs de la CAN 2021, etc. ;
- l'opérationnalisation effective et le déploiement de la couverture des programmes de protection sociale, tels que la CMU et les Filets Sociaux ;
- la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes et du financement des PME.

L'action gouvernementale vise à maintenir la dynamique de croissance économique que connaît le pays depuis 2012, grâce aux investissements publics directs et ceux réalisés en partenariat public-privé (PPP) dans des infrastructures routières (routes, autoroutes, ponts), énergétiques avec le barrage hydroélectrique de Soubré qui contribue à accroître la capacité énergétique du pays de 275 Méga watts. L'objectif de la Côte d'Ivoire étant d'atteindre une capacité énergétique de 2000 Méga Watts, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour l'électrification rurale, notamment l'éclairage systématique de tout village ayant 500 habitants.

Budget 2018 : le reflet de la volonté d'amélioration continue d'indicateurs de développement humain

Le budget 2018, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 6 723,5 milliards de francs CFA, traduit l'intérêt croissant du Gouvernement pour des investissements sociaux, et pour tout projet ayant des répercussions positives sur la vie des populations ivoiriennes. C'est ainsi qu'une part considérable du budget d'investissements de l'Etat est affectée aux dépenses sociales.

A titre d'exemple, près de 900 milliards (sur un budget global de 6 723,5 milliards de FCFA) sont consacrés, en 2018, au secteur de la santé (soit 13,63% du budget 2018). Ce qui présage une accélération des investissements dans les mois à venir, avec la construction, la réhabilitation et l'équipement d'établissements sanitaires de premier contact, d'hôpitaux généraux dotés d'unités de spécialités, de Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), et de laboratoires d'analyse médicale de référence.

Mieux, un vaste plan d'investissements publics est prévu sur la période 2018-2020, et concerne toute la pyramide sanitaire. Il entre dans le cadre de l'opérationnalisation de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Le Gouvernement démontre ainsi, le grand intérêt qu'il accorde à la question de la santé qui demeure au cœur de ses priorités.

Il en est de même de la lutte contre la pauvreté, de la dynamisation du secteur privé considéré comme vecteur du développement, de la question de la mobilité dans la

métropole ivoirienne, ce qui a conduit l'Etat à lancer le projet de développement du train urbain à Abidjan. Pour rappel, le lancement des travaux par les Chefs de l'Etat français et ivoirien a eu lieu le 30 novembre dernier, en marge du Sommet UE-UA.

Décidé de faire jouer au secteur privé national, un rôle déterminant dans l'émergence du pays et la création d'emploi, le Gouvernement a engagé des réformes fiscales pour plus de flexibilité, la modernisation de l'administration pour la dépouiller de toute sa lourdeur souvent décriée, afin de la rendre beaucoup plus compétitive.

La Côte d'Ivoire moderne, tournée résolument vers l'émergence, ne peut s'accommoder de lourdeurs administratives et de mauvaises pratiques de gouvernance. Et c'est ce à quoi le Gouvernement, sous le leadership du Président de la République, SEM Alassane Ouattara s'attèle

Poursuivre l'action de rayonnement international et diplomatique

Le Côte d'Ivoire qui a retrouvé tout son rayonnement international et diplomatique entend s'y maintenir, voire l'amplifier pour tirer le meilleur parti de la coopération internationale. Et ce, aussi bien dans le cadre de la coopération classique nord-sud que de la coopération sud-sud et triangulaire.

D'ores et déjà, la Côte d'Ivoire peut se féliciter des acquis qui contribuent à son rayonnement international et diplomatique. On peut citer, entre autres, :

- l'admission de la Côte d'Ivoire au Conseil de Sécurité des Nations Unies en qualité de membre non permanent ;
- la nomination du Ministre Jean-Claude Brou, en charge de l'Industrie et des Mines, à la tête de la Commission de la CEDEAO (il prend fonction le 1^{er} mars prochain, à Abuja au Nigeria) ;
- les succès du Conseil des Ministres de l'Organisation Islamique de Développement (OCI) organisé par la Côte d'Ivoire, des 8èmes Jeux de la Francophonie et du Sommet UA-UE tenus à Abidjan, au dernier semestre 2017, montrent bien que le pays a retrouvé toute sa place dans le concert des Nations.